



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 14-17 novembre 2022

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 10 octobre 2022	WFP/EB.2/2022/7-B/1
Original: anglais	Questions opérationnelles
	Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées par le Directeur exécutif ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO (1er janvier-30 juin 2022)

1. Lors des consultations informelles organisées en prévision de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'était engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions et des augmentations budgétaires correspondantes concernant des plans stratégiques de pays (PSP) et des plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration, notamment les révisions et augmentations approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)¹.
2. Conformément aux décisions du Conseil, les pouvoirs délégués au Directeur exécutif pour ce qui est de l'approbation des modifications comprennent²:
 - a) la révision de toute opération d'urgence limitée ou la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP de transition (PSPP-T) due à une situation d'urgence, avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO pour toute augmentation budgétaire supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

¹ Voir le document intitulé "Point sur la feuille de route intégrée" (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1, approuvé par le Conseil dans sa décision 2017/EB.2/2), par. 105 à 112.

² Voir le document intitulé "Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration" [(WFP/EB.2/2017/11, décision 2017/EB.2/2, par. vi)], et *ibid.*, annexe II.

Coordonnateurs responsables:

M. R. Turner
Chef de cabinet et
Directeur de l'Administration générale
Bureau du Directeur exécutif
courriel: robert.turner@wfp.org

M. D. Bulman
Directeur adjoint
Unité d'appui à la gestion des opérations
courriel: david.bulman@wfp.org

- b) la révision à la hausse d'au moins un effet direct stratégique d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T ayant pour domaine d'action privilégié le renforcement de la résilience ou les causes profondes, à condition que le montant total de l'augmentation budgétaire correspondante n'excède pas 25 pour cent du dernier montant du plan approuvé par le Conseil – en l'absence d'un tel montant pour un PSPP-T, le montant initialement approuvé par le Directeur exécutif – ou 150 millions de dollars;
 - c) la révision de composantes non liées à une situation d'urgence incluses dans un PSPP-T faisant suite à une opération d'urgence limitée;
 - d) la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
 - e) l'ajout à un PSP, un PSPP ou un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil approuve ledit effet direct stratégique; et
 - f) les révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport porte sur les révisions et les augmentations budgétaires relatives à des PSP, des PSPP, des PSPP-T et des opérations d'urgence limitée approuvées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2022, telles que récapitulées ci-après et dans l'annexe.
4. Au cours de la période considérée, 23 révisions ont été approuvées. Six d'entre elles l'ont été par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO, deux autres par le Directeur exécutif; six ont été approuvées par des directeurs régionaux et neuf par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués par le Directeur exécutif. Pour le PAM, le coût de ces révisions s'élève à 3,4 milliards de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO

5. **La cinquième révision du PSP pour l'Éthiopie (2020-2025)** fait suite à une situation préoccupante sur le plan de la sécurité dans le nord de l'Éthiopie, en raison du conflit armé qui a éclaté en novembre 2020 entre le Gouvernement fédéral éthiopien et le Front populaire de libération du Tigré. La nature prolongée du conflit a entraîné des déplacements de populations dans les régions du Tigré, de l'Amhara et de l'Afar, provoquant une crise économique, affaiblissant les moyens d'existence et aggravant l'insécurité alimentaire dans les zones touchées. L'examen semestriel du plan d'intervention humanitaire de 2021 a permis de déterminer que 14,8 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire multisectorielle en dehors du Tigré, dont 12,8 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire, parmi lesquelles 3 millions d'habitants de la région Somali. La présente révision prévoit d'accroître sensiblement les distributions de vivres et, dans la mesure du possible, les transferts de type monétaire destinés aux populations vivant dans les régions Amhara, Afar et Somali touchées par une forte insécurité alimentaire. L'appui nutritionnel sera également renforcé en étendant la supplémentation alimentaire généralisée aux enfants âgés de 6 à 59 mois et aux filles et femmes enceintes ou allaitantes dans les régions Amhara, Afar et du Tigré. La révision permet de venir en aide à 2 686 008 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 25 648 016 pour un coût total de 1,08 milliard de dollars.
6. **La troisième révision de l'opération d'urgence limitée pour l'Ukraine (2022)** prolonge les opérations en Ukraine de deux mois à des fins d'harmonisation avec l'Appel éclair de 2022 pour l'Ukraine et le Plan régional d'aide aux réfugiés pour l'Ukraine, et pour pourvoir à des besoins croissants. À la fin du mois d'avril 2022, plus de 5,5 millions de personnes avaient fui l'Ukraine et, selon les estimations, 7,1 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays. Les habitants des villes touchées à l'est et au sud de l'Ukraine continuent

de subir de graves pénuries de vivres, d'eau, de médicaments et d'électricité, et bon nombre d'entre eux ne sont pas en mesure d'atteindre un refuge en passant par un couloir humanitaire. Les pays voisins, en particulier la Hongrie, la République de Moldova, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie, connaissent un afflux constant de réfugiés. À ce jour, la République de Moldova a accueilli plus de 497 000 réfugiés, ce qui représente l'une des plus fortes proportions de réfugiés dans la population d'accueil d'un pays engendrées par cette crise. Pour pallier l'augmentation des besoins, cette révision prévoit d'intensifier l'aide apportée aux populations vulnérables en Ukraine au moyen de distributions de vivres associées à des transferts de type monétaire; de distribuer des céréales supplémentaires pour nourrir les enfants âgés de 6 à 23 mois; de fournir trois repas chauds par jour aux réfugiés logés dans les centres d'hébergement moldaves; et de verser exceptionnellement 190 euros aux ménages moldaves touchés par la crise qui accueillent des réfugiés ukrainiens. Dans l'ensemble, la révision permet de venir en aide à 1 843 850 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 4 993 850, pour un coût de 648,2 millions de dollars.

7. **La première révision de l'opération d'urgence limitée pour l'Ukraine (2022)** a permis de prolonger l'opération d'un mois pour mieux répondre aux besoins accrus par le conflit en Ukraine, qui a commencé le 24 février 2022. Selon les estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), jusqu'à 4 millions d'Ukrainiens ont pu trouver refuge dans les pays voisins. Les indications fournies par le HCR en mars 2022 ont montré que 660 000 Ukrainiens avaient déjà quitté leur pays depuis le début de la crise. Conformément à l'Appel éclair de 2022 pour l'Ukraine et au Plan régional d'aide aux réfugiés, cette révision prévoit d'intensifier l'aide apportée aux populations touchées au moyen de distributions alimentaires associées à des transferts de type monétaire, et d'étendre la portée des services de logistique et de télécommunications d'urgence pour répondre aux besoins grandissants des partenaires, y compris dans les pays voisins. La révision permet de venir en aide à 2 950 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 3 150 000 pour un coût de 540,3 millions de dollars.
8. **La dixième révision du PSP pour le Liban (2018-2022)** vise à faire face aux répercussions de la crise économique en cours qui continue de fragiliser les moyens d'existence des populations vulnérables. L'effondrement de la monnaie locale a paralysé les flux commerciaux et financiers, tandis que les hausses erratiques des prix à la consommation ont affaibli le pouvoir d'achat et, ce faisant, augmenté l'insécurité alimentaire et la pauvreté. À l'échelle nationale, la valeur moyenne mensuelle du panier de dépenses de base nécessaires à la survie a atteint 659 916 livres libanaises en janvier 2022, ce qui représente une augmentation de 181 pour cent par rapport à mai 2021. La présente révision vise à ajuster les programmes en conséquence, en augmentant la valeur des transferts monétaires à usages multiples pour les réfugiés syriens et non syriens, afin de tenir compte de la composante alimentaire du panier de dépenses de base nécessaires à la survie; en accroissant la valeur des transferts de type monétaire pour les ménages syriens, afin de couvrir les articles non alimentaires; et en ajustant la composition de l'assortiment alimentaire destiné aux ménages libanais de façon à accroître sa valeur nutritionnelle. Le développement de l'apprentissage et de la scolarisation continuera d'être encouragé par la fourniture de collations scolaires nutritives, tandis que les filets de protection sociale seront renforcés car les subsides ne seront plus versés en livres libanaises, mais en dollars des États-Unis. La révision permet de venir en aide à 20 300 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 608 751 pour un coût de 513,4 millions de dollars.
9. **La troisième révision du PSP pour le Niger (2020-2024)** vise à remédier à une situation complexe marquée par la pauvreté, le conflit, des inégalités persistantes entre les sexes et les incidences des changements climatiques. Le Niger est exposé à une multitude d'aléas climatiques comprenant des sécheresses et des inondations, et près de 80 pour cent de la

population travaille dans une zone rurale. L'analyse du cadre harmonisé réalisée en novembre 2021 évaluait à 2,5 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë, soit une augmentation de 107 pour cent par rapport à novembre 2020. Dans le cadre de cette révision, le PAM entend accroître les distributions de vivres et les transferts de type monétaire aux personnes déplacées, aux réfugiés, aux rapatriés et aux populations d'accueil. Un ensemble d'aides couvrant les besoins immédiats sera également fourni pendant trois mois à toutes les personnes ayant atteint la phase 3 ou plus du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) pendant la période de soudure agricole ou pastorale. L'appui nutritionnel apporté par une supplémentation alimentaire sera transposé à plus grande échelle pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë âgés de 6 à 23 mois et les femmes enceintes ou allaitantes. La révision permet de venir en aide à 1 839 377 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 10 469 621 pour un coût de 131,0 millions de dollars.

10. **La septième révision du PSP pour l'Ouganda (2018-2025)** vise à permettre au PAM de répondre aux besoins humanitaires accrus liés à la dégradation de la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi qu'à l'afflux massif de réfugiés provenant de pays voisins. L'Ouganda continue d'accueillir plus de réfugiés qu'aucun autre pays africain, avec plus de 1,5 million de réfugiés issus du Soudan du Sud, de la République démocratique du Congo, de la Somalie, du Rwanda et du Burundi. Conformément au plan interinstitutions d'intervention en faveur des réfugiés révisé, la présente révision prévoit de porter secours à un grand nombre de réfugiés et d'accroître en conséquence les transferts de type monétaire. L'appui aux petits exploitants agricoles sera également renforcé en leur permettant d'accéder à des technologies après récolte perfectionnées, comme un équipement de stockage de céréales hermétique, et en mettant en commun des connaissances sur les pratiques agricoles améliorées. La présente révision permet de venir en aide à 297 785 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 3 221 222 pour un coût de 74,0 millions de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués

11. **La huitième révision du PSP de l'État de Palestine (2018-2022)** vise à faire face à la dégradation de la situation marquée par un conflit prolongé, les effets de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), la stagnation économique, le fort taux de chômage, les inégalités entre les femmes et les hommes, et les taux élevés de pauvreté. Dans la bande de Gaza, près de sept personnes sur dix sont en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, la pauvreté touche 59 pour cent des habitants et plus de la moitié de la population active est au chômage. En Cisjordanie, les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 sont tout aussi manifestes, avec des ménages auparavant en situation de sécurité alimentaire qui sont à la lisière de l'insécurité alimentaire. Cette révision doit permettre au PAM d'utiliser sa plateforme de transferts monétaires pour faciliter les transferts d'espèces aux ménages vulnérables vivant à Gaza pour le compte du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient. Comme il s'agit d'un accord de prestation de services, les personnes aidées ne sont pas considérées comme des bénéficiaires du PAM et le Coordonnateur spécial déterminera les personnes éligibles à l'aide. Le coût de la révision s'élève à 147,9 millions de dollars.
12. **La troisième révision du PSP pour l'Iraq (2020-2024)** permet au PAM de faire face à l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition causée par les restrictions liées à la pandémie de COVID-19, qui sont préjudiciables aux moyens d'existence et restreignent la capacité des ménages de subvenir à leurs besoins essentiels. À l'heure actuelle, 2,1 millions d'Iraqiens ne se nourrissent pas suffisamment; les populations déplacées qui vivent dans un camp officiel ou dans un campement de fortune figurent parmi les plus

durement touchées. Face à cette situation, la présente révision vise à maintenir l'assistance fournie aux personnes déplacées et aux réfugiés sous la forme de distributions alimentaires et à élargir la portée des programmes axés sur les moyens d'existence en milieu urbain, notamment la formation professionnelle ainsi que la création et la remise en état d'actifs. À la demande du Gouvernement, l'alimentation scolaire sera transposée à plus grande échelle pour couvrir un nombre d'écoles supérieur dans 13 districts jusqu'à la fin de l'année scolaire en mai 2023. Cette révision permet de venir en aide à 277 546 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 978 120 pour un coût de 79,0 millions de dollars.

Révisions approuvées par les directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

13. **La deuxième révision du PSP pour le Guatemala (2021-2024)** vise à remédier à une vulnérabilité renforcée par l'impact des chocs climatiques et de la pandémie de COVID-19. Cette révision permettra au PAM d'accroître le nombre de bénéficiaires de transferts de type monétaire, tout en établissant une plateforme spéciale d'exécution des transferts pour que des organisations non gouvernementales puissent distribuer des espèces dans le cadre de leurs propres projets. En outre, la valeur du panier de dépenses de base sera revue à la hausse afin de mieux répondre aux besoins et de donner aux ménages en situation de crise les moyens de parvenir à un niveau de consommation alimentaire acceptable. La révision permet de venir en aide à 220 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 117 084 pour un coût de 40,4 millions de dollars.
14. **La huitième révision du PSP pour les Philippines (2018-2023)** vise à répondre aux besoins immédiats des populations exposées à des aléas climatiques qui ont accru leur insécurité alimentaire et leur vulnérabilité. Le super typhon-Rai est entré dans la zone de responsabilité philippine le 14 décembre 2021 et s'est rapidement intensifié jusqu'à devenir une tempête de catégorie 5, mettant gravement en péril 9,9 millions de personnes dans 11 régions et endommageant gravement les infrastructures. Le 2 février 2022, le Gouvernement philippin et les partenaires des Nations Unies ont lancé un plan conjoint axé sur les besoins et les priorités humanitaires. Dans le droit fil de ce plan, la présente révision vise à intensifier les transferts de type monétaire de sorte que les communautés touchées puissent satisfaire leurs besoins essentiels, tant alimentaires que non alimentaires; dans les zones où les marchés ne sont pas pleinement opérationnels, les bénéficiaires recevront 50 kilogrammes de riz par ménage pour être mieux à même de répondre à leurs besoins nutritionnels. Des activités de création d'actifs seront également organisées pour les populations dont les moyens d'existence ont été gravement compromis par le typhon. Le PAM apportera son appui au Gouvernement et aux partenaires dans les domaines de la logistique et des télécommunications d'urgence pour faciliter l'intervention face à la crise et améliorer la qualité des interventions. La révision permet de venir en aide à 527 500 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 168 150 pour un coût de 33,3 millions de dollars.

15. **La deuxième révision du PSPP pour la République populaire démocratique de Corée (2019-2023)** prolonge le PSPP de 12 mois supplémentaires à des fins d'harmonisation avec le cycle du Cadre stratégique des Nations Unies, et pour que le PAM puisse continuer de répondre aux besoins des populations vulnérables. Par suite de la fermeture des frontières nationales en février 2020, les opérations du PAM dans le pays ont été provisoirement suspendues. La présente révision prévoit de maintenir les activités d'appui nutritionnel et d'assistance alimentaire pour la création d'actifs dans neuf provinces exposées aux catastrophes naturelles, à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition. Le PAM continuera également d'apporter un appui technique au Gouvernement pour renforcer ses capacités en matière de production et d'enrichissement d'aliments locaux. La révision permet de venir en aide à 803 134 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 4 419 590 pour un coût de 32,6 millions de dollars.
16. **La deuxième révision du PSPP pour l'Algérie (2019-2023)** prolonge l'opération de huit mois et apporte des modifications mineures à l'assortiment alimentaire. Dans le cadre de cette révision, le PAM diversifie la composition des repas scolaires, en l'adaptant aux goûts locaux et aux habitudes culturelles sans négliger la dimension nutritionnelle, en remplaçant notamment les biscuits à haute teneur énergétique par de la bouillie de gofio. Selon une évaluation réalisée en novembre 2021, l'utilisation du gofio permettra également de réduire le coût de la ration distribuée dans le cadre de l'alimentation scolaire de 41 pour cent. Le coût de la révision s'élève à 25,1 millions de dollars.
17. **La deuxième révision du PSP pour la Côte d'Ivoire (2019-2025)** prolonge l'opération de deux ans à des fins d'harmonisation avec le dernier cycle de planification des Nations Unies, et adapte les programmes à la réalité du terrain. Le PAM a été sélectionné pour obtenir un deuxième cycle de financement au titre du programme McGovern-Dole du Département de l'agriculture des États-Unis, en vue de renforcer le programme d'alimentation scolaire et de lancer le plan de transfert des responsabilités au Gouvernement. Dans cette optique, cette révision remanie le programme d'alimentation scolaire, en intégrant une composante sur l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) dans un dispositif intégré, afin de maximiser les effets des investissements engagés dans les écoles. Des éléments d'intervention en cas de crise tels que des distributions de vivres et des transferts de type monétaire seront également adjoints par précaution pour atténuer les effets préjudiciables que les élections présidentielles à venir pourraient avoir sur la sécurité. Les services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux télécommunications fournis à la demande par le PAM renforceront la qualité des activités du Gouvernement et des partenaires. La révision permet de venir en aide à 91 717 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 311 217 pour un coût de 14,1 millions de dollars.
18. **La deuxième révision du PSPP pour l'Angola (2020-2022)** vise à répondre aux besoins d'urgence des populations victimes de graves sécheresses au sud-ouest de l'Angola. Un rapport sur l'IPC de 2022 a souligné la dégradation de la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les provinces de Cunene, de Huila et de Namibe. Entre octobre 2021 et mars 2022, le nombre de personnes en phase 3 ou plus de l'IPC devait augmenter pour passer de 1,32 million à 1,58 million, dont environ 416 000 en phase 4 de l'IPC (urgence). Au titre de cette révision, le PAM distribuera des bons-produits aux familles touchées par la sécheresse, dont 5 000 familles avec des enfants souffrant de malnutrition pour les aider à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. Les ménages touchés qui doivent rentrer chez eux seront recensés avec le concours du Bureau de protection civile du Gouvernement. La révision permet de venir en aide à 70 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 76 500, pour un coût de 2,8 millions de dollars.

Révisions approuvées par les directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

19. **La deuxième révision du PSP pour le Libéria (2019-2023)** vise à répondre à l'aggravation de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire due à la pandémie de COVID-19. Le Gouvernement a assoupli certaines restrictions liées à la pandémie, mais le Libéria continue d'être confronté à de graves problèmes dans la gestion des cas résiduels de COVID-19 et le relèvement au sortir de la pandémie. Par ailleurs, le crime organisé et les manifestations de rue sont de nouveau en hausse, ce qui enfonce un plus grand nombre de personnes vulnérables dans la pauvreté. D'après l'évaluation réalisée en mars 2021 sur la sécurité alimentaire et l'après-récolte du Libéria, 2,4 millions de personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave dans le pays, soit 50 pour cent de plus qu'en septembre 2020. Cette révision permettra au PAM d'élargir son portefeuille de transferts de type monétaire et d'appuyer les populations touchées par la COVID-19 pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base, et atténuer les effets des facteurs externes qui contribuent à augmenter les prix des denrées alimentaires et des articles non alimentaires. La révision permet de venir en aide à 217 180 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 2 457 180 pour un coût de 16,8 millions de dollars.
20. **La quatrième révision du PSPP pour la Guinée (2019-2023)** prolonge le PSPP de 12 mois afin de l'harmoniser avec le dernier Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, et de mieux adapter les programmes aux besoins des populations en situation d'insécurité alimentaire. En Guinée, la situation se dégrade avec une aggravation de l'insécurité alimentaire, un accès limité et inégal aux services sociaux de base et des chocs naturels récurrents. Les prix élevés des denrées alimentaires et les effets socioéconomiques du renchérissement des carburants ont joué un rôle moteur dans la détérioration de la sécurité alimentaire des ménages ruraux. Selon l'analyse du cadre harmonisé réalisée en novembre 2021, 564 458 personnes vivant en Guinée se trouvent en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Les prévisions indiquent également que 740 000 personnes basculeront en phase 3 de l'IPC pendant la période de soudure à venir. Cette révision vise donc à porter secours aux populations vulnérables pendant 12 mois supplémentaires; à ajouter de nouveaux produits dans l'assortiment alimentaire; à fournir davantage d'aliments spécialisés et à développer les activités visant à faire évoluer la société et les comportements pour améliorer l'état nutritionnel des populations vulnérables; à renforcer les capacités dont les partenaires disposent pour prévenir et traiter la malnutrition; et à élargir la portée des opérations du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies pour répondre à une demande croissante. La révision vise également à limiter l'opération en diminuant le nombre de bénéficiaires compte tenu de la déclaration par les autorités sanitaires de la fin de l'épidémie de maladie à virus Ebola. La révision diminue le nombre de bénéficiaires de 481 230, ce qui donne un total de 358 373 personnes pour un coût de 15,1 millions de dollars.
21. **La troisième révision du PSP pour le Nicaragua (2019-2023)** vise à lutter contre l'insécurité alimentaire dans le couloir de la sécheresse et dans les zones prioritaires touchées par les effets prolongés des ouragans Eta et Iota. Selon les prévisions préliminaires, la saison 2022 devrait être la troisième saison consécutive au-dessus de la moyenne, avec sept à dix ouragans. Le Nicaragua fait partie des dix pays suivis par le Réseau de systèmes d'alerte rapide aux risques de famine où les répercussions de la crise ukrainienne sur la sécurité alimentaire sont les plus graves, en raison de ses effets sur le prix des engrais et des céréales. L'inflation annuelle continue d'augmenter au Nicaragua, avec des variations de 7,7 pour cent d'une année sur l'autre. Le secteur alimentaire est le plus durement touché, avec une hausse des prix de 10,3 pour cent entre janvier 2021 et janvier 2022. Face à cette situation, la révision permettra d'accroître le nombre de

- bénéficiaires des repas scolaires dans les zones touchées par un choc, et d'apporter un appui technique aux programmes nationaux de protection sociale, afin d'éviter que la situation ne se dégrade plus avant dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Pour limiter les incidences de la hausse des prix des denrées alimentaires et des articles non alimentaires, et en prévision de la saison des ouragans, le PAM adoptera une approche à plusieurs volets associant l'intensification des distributions de vivres et la conduite de programmes qui faciliteront le rétablissement des moyens d'existence en associant les ménages démunis à des ensembles d'activités liées à la production agricole ou à l'élevage. La révision permet de venir en aide à 351 232 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 975 232 pour un coût de 13,1 millions de dollars.
22. **La sixième révision du PSP pour la République kirghize (2018-2022)** prévoit des contributions supplémentaires pour répondre aux besoins des populations vulnérables, en renforçant l'appui aux filets de sécurité réactifs face aux chocs et les mesures d'anticipation. L'économie kirghize ne s'est pas encore totalement relevée de la pandémie de COVID-19, de la sécheresse anormale survenue à l'été 2021 et du renchérissement des denrées alimentaires et des carburants dû à la crise alimentaire mondiale et au conflit en Ukraine. Dans le cadre de cette révision, le PAM vise à étendre la couverture du programme de repas scolaires à neuf écoles supplémentaires; à appuyer les établissements sociohospitaliers, en améliorant les cuisines, l'accès aux services WASH et la capacité d'organiser des repas chauds nutritifs; à renforcer et à affiner l'aide à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation aux changements climatiques pour permettre aux communautés de mieux profiler les risques; et à élargir la portée des pratiques agricoles intelligentes face au climat au sortir de périodes de sécheresse prolongées. La révision permet de venir en aide à 108 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 040 936 pour un coût de 7 millions de dollars.
23. **La première révision du PSP pour la République démocratique populaire lao (2022-2026)** vise à remédier à l'accroissement de la vulnérabilité causé par les restrictions liées à la COVID-19, qui ont eu de lourdes conséquences sur les moyens d'existence de la population. Depuis le début de la pandémie, des contrôles frontaliers et des mesures de quarantaine stricts sont en place pour freiner la propagation du virus. Depuis juin 2020, le PAM fournit une assistance alimentaire aux rapatriés de pays voisins qui vivent dans des centres de quarantaine. Toutefois, le pays continue d'assister à des arrivées massives de rapatriés et, en raison des nouveaux variants et des vagues successives de COVID-19, les conditions d'entrée n'ont pas été levées avant le 9 mai 2022. Dans le cadre de cette révision, le PAM pourra compléter le programme national de repas scolaires en distribuant des vivres composés de riz, de lentilles, d'huile et de poisson en conserve à des écoles sélectionnées en 2022 et en 2023; à accroître la portée des transferts de type monétaire pour compenser les retards de mise en œuvre causés par la pandémie; et à fournir trois repas par jour aux rapatriés vivant dans les centres de quarantaine contre la COVID-19. La révision permet de venir en aide à 217 095 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 682 770 pour un coût de 6,8 millions de dollars.
24. **La troisième révision du PSP pour le Lesotho (2019-2024)** accroît la portée des services fournis à la communauté d'aide humanitaire dans son ensemble et développe les services de transferts de type monétaire. Depuis 2020, le PAM travaille en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement afin d'effectuer des transferts de type monétaire par la voie d'un compte spécial; il a également collaboré avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement en 2021 dans la prestation de services à la demande (achat d'ordinateurs haute performance). Des discussions entre le PAM et d'autres partenaires stratégiques sont en cours en vue d'améliorer la programmation conjointe et les partenariats. La présente révision augmente le budget actuel pour les services d'achat et de logistique fournis aux partenaires clés et prolonge les travaux jusqu'à la fin du PSP, tout

- en intégrant les transferts de type monétaire comme une activité distincte dans le cadre du PSP, afin d'améliorer leur exécution. Le coût de la révision s'élève à 5,3 millions de dollars.
25. **La troisième révision du PSP pour le Malawi (2019-2023)** vise à remédier aux problèmes systémiques des institutions nationales chargées de l'alimentation et à trouver des moyens de mieux promouvoir des systèmes alimentaires durables, tout en mobilisant l'appui des donateurs. Depuis que l'épidémie d'Ebola s'est déclenchée en Afrique de l'Ouest en 2014 et, plus récemment, pendant la pandémie de COVID-19, le PAM s'est appuyé sur ses compétences en matière de logistique pour fournir des services cruciaux liés à la chaîne d'approvisionnement en collaboration avec le Gouvernement et avec les principaux partenaires de santé. En 2021, le PAM a engagé de nouvelles initiatives en faveur des chaînes d'approvisionnement nationales des services de santé pour une riposte plus efficace à la pandémie. Cette révision vise à intensifier l'appui au renforcement des capacités pour les chaînes d'approvisionnement des services de santé, en fournissant des outils et des méthodes indispensables pour la préparation aux pandémies; à augmenter le budget des activités de renforcement des capacités en rapport avec les systèmes alimentaires; et à intégrer des services liés à la chaîne d'approvisionnement à la demande pour la gestion des couloirs afin de développer les programmes d'aide humanitaire. Le coût de la révision s'élève à 4,7 millions de dollars.
26. **La huitième révision du PSP pour le Pérou (2018-2022)** vise à faire face à des problèmes émergents issus de l'afflux de migrants et de réfugiés dus à la réouverture des frontières terrestres du Pérou, qui avaient été fermées pour cause de COVID-19. La réouverture officielle des frontières dans la région a augmenté les flux migratoires multidirectionnels. D'après une évaluation réalisée par le PAM en août 2021 sur la sécurité alimentaire, 57 pour cent des migrants et des réfugiés vénézuéliens au Pérou se trouvent en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave. Les résultats semblent également suggérer que deux personnes sur trois ont eu recours à des stratégies de survie néfastes, comme diminuer le nombre de repas quotidiens. La dépréciation du sol péruvien a réduit le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables, entravant leur accès à l'alimentation et aux produits de première nécessité. Aujourd'hui, l'intervention d'urgence du PAM menée en faveur des migrants et des réfugiés vénézuéliens comprend uniquement des distributions de vivres pour les personnes déjà établies dans le pays. Cette révision vise à réaliser deux interventions distinctes de type monétaire pour aider les personnes qui ont quitté la République bolivarienne du Venezuela et transitent par un autre pays avant d'atteindre le pays de destination finale, et celles qui ont quitté un pays de destination pour se réinstaller dans un autre pays de destination. La révision permet de venir en aide à 17 550 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 439 193 pour un coût de 3,3 millions de dollars.
27. **La cinquième révision du plan stratégique multipays provisoire pour le Pacifique (2019-2022)** fait suite à l'éruption du volcan sous-marin Hunga Tonga-Hunga Ha'apai survenue le 15 janvier 2022; le phénomène a engendré un puissant tsunami qui a dévasté les zones côtières des Tonga. Selon les estimations, 84 pour cent de la population insulaire de 100 209 habitants (selon le recensement de 2021) a été directement touchée par le tsunami, qui a également endommagé les systèmes de transport et de communication. La pluie de cendres volcaniques qui a recouvert 94 pour cent de l'île principale de Tongatapu a réduit la production agricole et renforcé la vulnérabilité de la population. L'ampleur de l'événement ayant dépassé la capacité d'intervention du Gouvernement, la présente révision vise à empêcher toute menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire en facilitant l'achat de produits alimentaires au Japon et leur transport vers les Tonga. L'Office gouvernemental de gestion des urgences distribuera des vivres aux bénéficiaires ciblés, conformément à la stratégie nationale d'intervention. Le coût de la révision s'élève à 0,5 million de dollars.

ANNEXE

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2022					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO					
Éthiopie	Plan stratégique de pays (2020-2025)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience/causes profondes	3 938 015 932	1 083 164 927	5 021 180 859
Ukraine	Opération d'urgence limitée (2022)	Intervention face à une crise	590 302 351	648 217 801	1 238 520 152
Ukraine	Opération d'urgence limitée (2022)	Intervention face à une crise	49 998 846	540 303 505	590 302 351
Liban	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience/causes profondes	2 876 929 349	513 420 067	3 390 349 416
Niger	Plan stratégique de pays (2020-2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	1 233 932 241	131 015 234	1 364 947 475
Ouganda	Plan stratégique de pays (2018-2025)	Intervention face à une crise/causes profondes	1 804 666 685	74 023 507	1 878 690 193
Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués					
État de Palestine	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	358 454 372	147 942 074	506 396 446
Iraq	Plan stratégique de pays (2020-2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience/causes profondes	521 860 339	79 017 880	600 878 218

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2022					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions approuvées par les directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués					
Guatemala	Plan stratégique de pays (2021-2024)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	166 455 430	40 376 590	206 832 020
Philippines	Plan stratégique de pays (2018-2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	60 616 108	33 319 770	93 935 878
République populaire démocratique de Corée	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2023)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise	182 428 188	32 563 349	214 991 536
Algérie	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2023)	Intervention face à une crise	63 719 219	25 145 392	88 864 611
Côte d'Ivoire	Plan stratégique de pays (2019-2025)	Causes profondes/intervention face à une crise	81 812 212	14 074 751	95 886 963
Angola	Plan stratégique de pays provisoire (2020-2022)	Intervention face à une crise	22 202 658	2 782 650	24 985 308
Révisions approuvées par les directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués					
Libéria	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	89 295 809	16 792 991	106 088 800
Guinée	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2023)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise/causes profondes	77 890 533	15 114 083	93 004 616

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES DE TRANSITION ET OPÉRATIONS D'URGENCE LIMITÉES APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2022					
Pays	Intitulé	Domaine d'action privilégié	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Nicaragua	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	109 381 522	13 098 077	122 479 599
République kirghize	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Renforcement de la résilience/causes profondes	68 634 703	7 039 117	75 673 820
République démocratique populaire lao	Plan stratégique de pays (2022-2026)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise	79 158 740	6 767 113	85 925 853
Lesotho	Plan stratégique de pays (2019-2024)	Renforcement de la résilience	118 329 934	5 339 434	123 669 368
Malawi	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Renforcement de la résilience/intervention face à une crise	629 742 324	4 744 831	634 487 155
Pérou	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	104 825 446	3 269 784	108 095 230
Pacifique	Plan stratégique multipays provisoire (2019-2022)	Intervention face à une crise	27 652 008	522 500	28 174 508
Coût total des révisions pour le PAM: 3 438 055 426 dollars					

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition
WASH	eau, assainissement et hygiène